

Après le congrès du PS au Mans

La "synthèse" réalisée au Mans a une signification malheureusement très claire pour la masse des salariés : elle tourne le dos à la manifestation éclatante de la volonté populaire que fut le scrutin du 29 mai. Ceux qui l'ont faite font croire ou se font croire qu'elle indique, par la volonté de rassemblement, la voie d'un renforcement de la gauche pour 2007. C'est exactement le contraire qui est vrai : la "synthèse" indique au peuple que les dirigeants du PS, y compris les plus notoires des ténors du Non au projet de traité constitutionnel, lui disent d'attendre 2007 pour s'unir à ce moment là sur la même politique que jusqu'à présent, celle du social-libéralisme. Alors que la masse des salariés a pour vrai problème de contre-attaquer aujourd'hui aux attaques anti-sociales extrêmement violentes et à la stratégie de la tension et de la violence, qui résumant la politique de fuite en avant du gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy. Les travailleurs réagissent donc en disant "tous les mêmes" ... même ceux du "Non" qui ont fait la "synthèse" : voila tout ce que ces derniers y ont gagné, en vérité !

Par cette "synthèse", la perspective d'une candidature de Laurent Fabius soutenue par une "union des gauches" (formule de JL Mélenchon), à laquelle des couches militantes croyaient sincèrement sans se rendre compte que nous n'étions plus à l'époque de Mitterrand dans les années 1970 et que ceci n'était pas du tout une perspective pour la majorité des travailleurs, est ramenée à ses justes proportions : elle se situe dans le cadre de la politique inchangée de la direction du PS. JL Mélenchon lui-même a agi consciemment pour la synthèse a minima. Il est souhaitable que les militants qui avaient fait leur alpha et leur oméga de cette perspective, revenus de leurs illusions et de leur déception, et donc parmi eux ceux de la motion 2, se regroupent maintenant avec ceux qui, dans la motion 5, ont combattu la "synthèse".

Dans cette dernière motion, l'agent décisif de la "synthèse", certes sur la ligne de Vincent Peillon, a été Henri Emmanuelli. Il a fallu pour cela le déni continu de démocratie dans le "Nouveau" Parti Socialiste, culminant dans les manipulations de tribune des réunions de motion durant le congrès. Les délégués et les militants présents ont tout vu, ils n'oublieront rien, ils rentrent avec un goût âpre et amer à la gorge et une conviction : plus jamais ça ! Plus de "direction" autoproclamée, place à la démocratie des militants, à la force de la démocratie ! Les oligarchies autocooptées, ça suffit !

Vincent Peillon a tenté de "vendre" la synthèse en expliquant, scoop, que la direction Hollande avait changé de position sur l'Europe par delà le Oui et le Non ! A la fois moins menteur et plus cynique, Henri Emmanuelli a expliqué que les textes, il s'en fout, et qu'un accord de direction était nécessaire. Il estime sans doute avoir fait équilibre par rapport à la direction, envers les forces social-libérales de DSK : Hollande avait besoin de lui pour emmener Fabius à un accord de direction relativisant le poids des "strauss-kanien". Nous devons bien entendu juger ces jeux d'appareil à leur juste valeur, sans ignorer toutefois que, dans la crise sociale et face à l'offensive de Sarkozy, une partie de l'appareil, des élus locaux et de la direction du PS peuvent réellement être déstabilisés et réagir par des embardées à gauche. Mais s'imaginer équilibrer l'aile la plus droitière par une "synthèse" dont la caractéristique première est de piétiner le vote du 29 mai, de tourner le dos aux ouvriers des usines délocalisées rencontrés par Henri Emmanuelli pendant la campagne référendaire, c'est totalement illusoire : cela signe la condamnation de la logique d'appareil, de la logique interne, dans laquelle, en dépit de ses déclarations sur le "peuple qui nous regarde", il a choisi de s'enfermer.

Pour mener à bien cette opération, il fallait éliminer les représentants des forces susceptibles de résister. Dans la motion 2, l'appui de JL Mélenchon a isolé les "résistants" éventuels. Dans la motion 5, le vilain travail réclamé par Hollande a dont été entrepris par la direction de la motion. Il faut écarter Marc Dolez, éjecter les contributions de Gérard Filoche sur les questions "sociales", et finalement il fallait aussi sacrifier symboliquement la "6° République" d'Arnaud Montebourg, parce que si celui-ci ne s'était pas distingué dans le combat pour le Non socialiste, il avait, plus longtemps avant, assis son existence politique sur le combat contre l'exécutif chiraquien de la V° République. La "synthèse" avec Hollande, soi-disant pour contenir DSK et les plus socio-libéraux, exigeait que Peillon et Emmanuelli fassent le ménage contre ceux qui avaient mis en branle l'organisation du Non socialiste et mis en cause les institutions de la V° République.

Ils n'y sont pas arrivés jusqu'au bout. Dans la commission des résolutions, Arnaud Montebourg, Marc Dolez, Christian Paul, Thierry Mandon, Karine Berger ont dit "Non". Hors de la commission, Gérard Filoche, écarté, a diffusé ses amendements liquidés par les grands démocrates de la "synthèse".

Même le vote biaisé, imposé dans la confusion le samedi soir en AG de motion, a été un vote sur un mandat qui n'a pas été respecté. La réunion de motion du dimanche matin a été imposée après que le SO eut d'abord tenté de verrouiller la porte de la salle de réunion de la motion "à la demande de son premier signataire" ... Mais ce combat a été mené et n'a pas été sans résultats.

7% des délégués, 43, produit de ce combat, n'ont pas voté la synthèse (20 NPPV signifiant qu'on ne s'associe pas à la manoeuvre, 18 abstentions, 3 contre *), et le nombre de ceux qui sont partis ou qui ont voté Oui la mort dans l'âme est supérieur. Les médias tout en soulignant le caractère factice de l'accord des chefs veulent ignorer ces 43 délégués, qui ont voté en accord avec la majorité des électeurs des motions 5 et 2. Quand à l'accord des chefs, s'il est vrai qu'il est factice, il ne l'est pas sur un point : leur union contre les militants, contre la base sociale et électorale du parti socialiste, contre le mouvement réel du peuple de gauche.

Alors ? Alors, ce résultat confirme qu'il était juste, dans le cadre du PS, de combattre à travers la motion 5, certes, mais peu importe qu'on partage ou non cette appréciation sur le bilan. L'essentiel, c'est qu'il faut faire savoir et concrétiser l'existence d'une force politique, héritière du Non socialiste. Il y a un an, les tenants du Non n'existaient pas. F.Hollande disait "Marc Dolez n'existe pas". Nous sommes ceux qui n'existent pas, nous sommes la majorité. Notre union peut et doit se faire, sur l'urgence sociale, contre la V° République et le gouvernement, maintenant.

Vincent Présumey, le 21 novembre 2005.

* : note du maquettiste : le compte n'y est pas, il manque 2 votants pour faire 43 !